

1er juillet 2021. Vu dans le journal de propagande du maire de Béziers, une réponse aux commerçants non alimentaires du marché de la place du 14 juillet qui se sont plaints d'avoir été déplacé.

En effet, depuis un an maintenant, ces commerçants du marché populaire du vendredi, situé dans le centre de Béziers ont été obligés de s'installer près du stade Raoul Barrière, à plus de 4 kilomètres de là... Dans le journal, il y a une auto-interview du maire qui dit tranquillement avec une pointe de mépris quand même « *J'ai proposé aux commerçants non alimentaires, qui sont un peu moins de 200, de choisir une soixantaine d'entre eux qui pourraient se réinstaller provisoirement sur la place du 14 juillet. Ils n'ont pas voulu le faire. Qu'y puis-je ?* » Puis, après avoir expliqué qu'il voulait développer le marché près du stade, il questionne « *Mais ce n'est pas suffisant pour calmer les plus récalcitrants ?* » et répond « *Je sais. Mais on ne peut pas satisfaire tout le monde.* ». Fermez le ban !

2 juillet. Le tribunal correctionnel a rendu son délibéré concernant l'affaire du commando de la fac de droit de Montpellier en mars 2018 qui avait agressé des étudiants grévistes. Ils ont tous été reconnus coupables. Seul, l'ex-doyen de la faculté de droit, Philippe Pétel, a été condamné à 18 mois de prison avec sursis et deux ans d'interdiction d'exercice dans la fonction publique (Il avait déjà été interdit d'exercer par décision administrative pour une durée de 5 ans). Les autres ont été condamnés à la prison ferme mais Jean-Luc Coronel de Boissezon, le professeur d'histoire du droit qui a organisé l'expédition violente avec sa compagne, Patricia Margand (ancienne directrice de campagne Marine Le Pen en 2017) écopent de 14 mois de prison dont 8 mois avec sursis. Cela dit, ils effectueront leur peine à domicile, sous surveillance électronique.

Trois autres prévenus, Mathieu Rolouis, Thierry Puech et Thierry Vincent, colonel en retraite, sont condamnés à un an de prison dont six mois avec sursis, eux aussi avec détention à domicile sous surveillance électronique.

Martial Roudier, fils du fondateur de La Ligue du midi a été condamné lui à un an de prison ferme.

2 juillet. Carole Delga (PS) est élue à la présidence de l'Assemblée régionale d'Occitanie. Conformément au règlement, le doyen de l'assemblée, Gilles Donada, élu RN de 73 ans, a fait le discours d'introduction. Il en a profité pour dénoncer violemment l'immigration sous les huées cependant de la majorité des élus de la Région. À noter toutefois que le RN a encore 28 élus.

3 juillet. Suite à la conférence de presse de Visa 34 (avec les syndicats CGT, Solidaires et FSU), le Midi Libre publie un article intitulé « *Ménard et le RN font comme les patrons ultra-libéraux* ». Il y est expliqué pourquoi notre association dénonce la gestion municipale des maires RN ou apparentés et alerte sur le danger que représentent les idées de l'extrême droite et leur impact sur les salariés.

Par exemple « *Entre 2014 et 2018, la Ville de Béziers a supprimé 208 postes pour recruter 70 policiers municipaux. Cela a abouti à la fin de l'intervention du service d'animation sportive dans les écoles le mercredi, à la disparition du centre médico-sportif au profit du privé, à l'abandon du nettoyage de quartiers comme la Devèze, excepté sur demande, sans compter la suppression d'acquis sociaux du personnel municipal.* » explique Yvan Vialettes ancien salarié de la mairie de Béziers. Se fixant pour mission de « *décrypter le discours séduisant de l'extrême droite, qui se présente comme proche du peuple mais dont les actes sont en totale contradiction* », Par exemple « *Les élus régionaux du RN se sont prononcés en faveur de la suppression des crédits aux programmes de lutte contre l'illettrisme ou le décrochage scolaire, en faveur de la suppression d'aides au logement, contre une subvention au Secours populaire ou la création d'un fonds foncier agricole* ». D'où l'importance de se mobiliser contre le congrès du RN à Perpignan. De son côté, Robert Ménard a répondu qu'il « *ne participera pas au congrès* » tout en dénonçant les militants de Visa « *Nous avons affaire là à des militants politiques, bien entendu. Les syndicats municipaux n'ont rien à voir avec leur combat politique.* » Comme par

hasard, le même jour, le journal d'extrême droite *Valeurs actuelles* publiait un article pour dénoncer cette conférence de presse « *Alors que le congrès du Rassemblement national (RN) se tient à Perpignan, une association « antifasciste», Visa 34 (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes), tente de jouer les trouble-fêtes et joue la carte de l'agitation notamment à Béziers, ville dirigée par Robert Ménard,* »

3 juillet. Toujours ce même jour, à Perpignan, la manifestation contre le congrès du RN à rassembler 2 à 3000 personnes. Visa et les différents syndicats de toute la région ont été très remarqués. Plusieurs bus ont été affrétés par la CGT dans notre département. Une manifestation, joyeuse, dynamique et festive pour nous rappeler que l'extrême droite est toujours un véritable danger. À noter que le chef de file du RN pour l'Occitanie, Jean-Paul Garraud (ex LR), a adhéré au RN la veille du Congrès et qu'il a été propulsé directement au bureau politique et bureau exécutif du mouvement. Belle promotion pour un nouvel adhérent ! A propos de ce congrès qui a propulsé Jordan Bardella comme futur président du RN, on peut dire que les thèmes classiques contre la « *mondialisation et l'immigration* » ont été repris dans un futur programme présidentiel avec « *un référendum populaire sur l'immigration* », « *la suppression du regroupement familial des étrangers* », « *la suppression des dépenses pour les mineurs sans papiers* » etc. Marine Le Pen a dit qu'elle ne se laissera pas entraîner sur ce terrain passiste (contrairement à son père). Cependant elle a réaffirmé sa vision identitaire, « *Nous sommes menacés par le déferlement de 70 millions d'étrangers qui vont faire disparaître les racines de notre civilisation !* ». D'ailleurs, le RN vient de signer une charte avec les extrémistes comme Salvini (Italie), Orban (Hongrie) et une quinzaine de partis d'extrême-droite européens ! Pour Marine Le Pen, il faut absolument rattraper les voix des fuyards qui ne la trouvent plus assez radicalement d'extrême droite et ne pas laisser Zemmour lui voler la vedette sur le terrain du radicalisme. Bref, malgré l'échec (relatif) du RN dans les dernières élections nous devons continuer à dénoncer le danger qu'il représente.

4 juillet. Les commentaires sur le site Internet du Midi Libre, suite à notre conférence de presse, ont été assez nombreux. Extraits de la prose des extrémistes qui se lâchent derrière leurs ordinateurs :

« *Visa 34 : association de municipaux, pseudos syndicats, véritables politiques d'inspiration bolchévique* ».

« *C'est quoi ce ramassis de vieux nostalgiques de l'URSS qui prétend "décrypter" le discours de Ménard !* »

« *Les employés municipaux s'ils manifestent leur mécontentement, ils peuvent chercher du boulot ailleurs !* »

« *Toujours les mêmes politiquement intoxiqués qui donnent par devant des leçons de morale, de civisme et de patriotisme alors que par derrière et par petits morceaux, ils donnent la France à qui veut bien la prendre* ».

« *Mieux vaut se méfier des écolo-terroristes très dangereux pour la société !* »

« *Courage Robert, les lions ont toujours dédaigné les hyènes* »

Heureusement que d'autres ont répondu :

« *Merci à cette association qui reste vigilante et qui met en garde une population complètement hypnotisée par la politique d'apparence et de surface des extrémistes de droite.* »

« *Les mandatures de Mr Ménard vont coûter cher aux Biterroises et aux Biterrois, le gaspillage d'argent public étant sa marque de fabrique : une roue à 3 millions d'euros qui ne sera restée que 3 ans (1million perdu par an), ne parlons pas de l'esbrouffe, du tape-à-l'œil... mais aucun investissement d'avenir pour les jeunes, pour les chômeurs, pour les sportifs.* »

Dans *Valeurs actuelles*, on a pu lire aussi quelques réflexions toute en couleur :

« *208 postes en moins ???? ça devait être 200 de trop parce que ça ne se voit pas, j'y suis passé récemment et je trouve la ville bien plus accueillante !* »

« *Ce sont tous des feignasses qui vivent sur le dos des travailleurs* ».

« *Les islamo-gauchistes deviendront les ennemis n° 1 dans ce pays, ils s'en prennent aux universités où ils ont*

réussi à imposer leurs lois, ils avancent leurs pions partout, c'est le début d'une guerre qui risque de durer »

5 juillet. Le conseil municipal de Béziers, a été une nouvelle fois le témoin de l'autoritarisme du maire.

Cela a commencé par le projet d'un musée dans l'ancien Palais des évêques qui devait être vendu à un promoteur pour réaliser une maison de retraite de luxe. C'est Nicolas Cossange (élu PCF) qui ne veut pas laisser *« Robert Ménard réécrire l'histoire pour sa gloriole »* et lance *« C'est grâce à l'action de l'opposition et de l'association « Béziers Notre patrimoine » que le projet du promoteur immobilier a été abandonné et qu'il y aura maintenant un musée. Vous devriez mettre sur la porte d'entrée, une plaque en hommage à l'association ! »*. Évidemment cela n'a pas plu au maire qui a répondu avec mépris *« Quelle bêtise ! Vous perdez les élections, mais au hit-parade de la bêtise, vous gagnerez... Je suis fatigué par votre attitude et de votre détestation de cette ville ! »*

Il y a eu ensuite une délibération sur les tarifs de la cantine qui reste inchangés. Cependant Nicolas Cossange a regretté l'absence de gratuité pour les familles les plus précaires. Emmanuelle Ménard a alors répondu par un discours méprisant sur les pauvres *« Des études ont montré que la gratuité incite au gaspillage alimentaire. »*

Ensuite, on a abordé la cession de l'immeuble natal de Jean Moulin à la société Viaterra et là encore Nicolas Cossange a expliqué *« Merci à l'association des amis de la Maison de Jean Moulin et au juge Olivier Guiraud qui a fait capoter la vente au promoteur »*. Cette fois-ci, c'est la première adjointe, Elisabeth Pissarro, qui lui a répondu *« Cette association a fait juste que de nous retarder ! Elle voulait que l'immeuble dans son ensemble soit un musée »*. (En fait un seul étage est aménagé en musée, le reste sera du domaine privé). Et la première adjointe de se justifier sans complexe *« La population ne s'intéresse que modérément à cette période de l'histoire »*. Le maire est de nouveau intervenu pour expliquer *« Dans le fond ce qui vous gêne, c'est que l'extrême droite sauve l'appartement de Jean Moulin, c'est quelque chose que vous n'arrivez pas à digérer »*. Aussi, Nicolas Cossange lui a rétorqué que *« Jean Moulin doit se retourner dans sa tombe de voir comment il est utilisé par une majorité soutenue par un parti créé par d'anciens collaborateurs »*. Le maire est alors sorti de ses gonds pour réviser l'histoire à sa manière *« le PC était allié avec qui de 1940 à 1942 ? Avec l'Allemagne nazie. Moi je n'oserais pas m'appeler communiste après un épisode comme ça ! »*. De plus en plus énervé, Robert Ménard, s'en est pris ensuite à l'élu EELV Thierry Antoine qui n'avait rien dit *« Et vos copains d'à côté de vous qui siègent avec des islamistes et qui essayent ici de donner des leçons de morale. »*. Ce qui n'a pas plu du tout à l'élu écologiste qui a demandé au maire de retirer ses propos et de s'excuser. Ce que Ménard a refusé de faire.

Il y a encore eu le débat sur le financement du réaménagement de la gare routière et de la construction du parking en silo. Encore une fois, l'élu communiste s'est étonné de voir que l'Agglo finance ces deux projets à hauteur de 31,83% (soit 2 682 046€) du budget total.

Ensuite, il y a eu la désignation des membres de la commission chargée des concessions d'aménagement (secteur important pour connaître les dépenses de la ville en matière d'aménagement.). La ville a désigné ses 5 représentants. L'opposition a demandé à être représentée. Le « très démocratique » maire Robert Ménard a refusé malgré l'obligation faite aux communes de plus de 100 00 habitants de respecter la représentation proportionnelle dans ce type de commission. Les élus d'opposition ont alors désigné Anne-Marie Raysseguié (droite). Et pour montrer qu'il est très pour « l'Union des droites », il a dénoncé l'élue par ses mots *« Vous ne siégerez jamais dans une commission. Vous n'y avez pas votre place car vous n'aimez pas cette ville. C'est ça la réalité ! »* Ce qui fait dire à la Pieuvre du Midi *« Il se prend pour qui Robert Ménard pour décréter qui aime ou n'aime pas Béziers ? Et lui, quand il critique l'action du gouvernement, c'est parce qu'il n'aime pas la France ? Ces discours simplistes, dignes des plus médiocres des manipulateurs de l'Histoire, qu'il les garde pour ses supporters... »*

Enfin, les élus ont voté pour une mise en commun des polices municipales de Béziers et de Corneilhan. Après celle de Cers, Robert Ménard a indiqué qu'il y avait des discussions avec les maires d'Alignan-du-Vent et de Lieuran-les-Béziers (des communes dirigées par des maires pro-Ménard à l'Agglo). Tout cela a été favorisé par la Loi Sécurité Globale qui permet aux communes de mutualiser leurs polices. Espérons que les violences comme la mort de Mohamed Gabsi ne vont pas se multiplier.

5 juillet. A Sète, François Commeinhes (maire de droite et soutien LREM) a assisté devant le mémorial aux morts et disparus d'Algérie du cimetière marin, à une cérémonie organisée par les nostalgiques de l'Algérie Française, en hommage aux massacres d'européens d'Oran du 5 juillet 1962. À noter que deux autres élus : Blandine Authié (première adjointe) et Francis Hernandez (conseiller municipal), ont participé à cet hommage. Après le dépôt de gerbes, les participants ont entonné "Les Africains" et l'hymne national. Pour rappel, Oran, est une ville où l'OAS a semé la terreur pendant de nombreux mois et le massacre a commencé suite à des tirs contre une manifestation de la population algérienne venue fêter l'indépendance de leur pays.

7 juillet. Lors de l'inauguration du programme de rénovation des Arènes de Béziers, notamment des loges, Robert Ménard a annoncé « *Cette inauguration fait partie d'un grand lifting des Arènes que nous avons démarré à l'extérieur. L'an prochain, ce sera les sanitaires car il est plus dangereux d'y aller aujourd'hui, Mesdames, que d'être devant un taureau !* ». De l'humour version machiste pour le maire d'extrême droite.

8 juillet. Nous avons reçu un courrier d'une association LEFE (Loisirs, Études, Formation, Épanouissement) domicilié à la Maison de la Vie Associative (MVA). Elle commence par ses mots « *Notre association est en butte aux tracasseries persistantes du maire de Béziers qui s'est mis dans l'idée qu'il disposait du pouvoir de contrôler les associations. En dépit de sa qualité de responsable du service associatif, le maire de Béziers, n'a pas manifestement intégré le principe de la liberté d'expression. En effet, il a changé la serrure de la boîte aux lettres de l'association à la MVA* » (comme il l'avait fait avec l'ABCR Association Biterroise Contre le Racisme). Pour LEFE « *C'est une nouvelle illustration du caractère autoritaire d'une gestion communale paternaliste, avec un comportement de pion, qui distribue des bons points et des punitions pour ceux qui déplaisent* ». Et d'enfoncer le clou « *La dérive que dénote la prétention de la collectivité à interférer dans le fonctionnement des associations est inquiétante, elle révèle une volonté d'exercer un contrôle à priori qui est intolérable* ». Et de conclure « *Il nous faut contribuer tous ensemble à faire évoluer l'exigence démocratique quand elle n'a plus de débouché.* »

9 juillet. Robert Ménard était l'invité de Laurence Ferrari sur C News. Il est revenu sur la destitution de Guillaume Peltier de son poste de vice-président délégué chez Les Républicains et a tenté de se placer. « *Vous vous rendez compte de la folie de ces gens, il déclassé quelqu'un parce qu'il dit qu'il peut discuter avec un maire comme moi. Mais enfin, qu'est-ce que c'est que cette droite ? Ils sont fous furieux, ils veulent vraiment perdre les élections ? Parce qu'ils n'auront pas besoin de gens qui pensent comme moi ? Parce qu'ils n'auront pas besoin de l'électorat des gens du rassemblement national ?* » Il s'en est pris ensuite directement à Xavier Bertrand qui a clairement dit ne pas vouloir travailler avec lui : « *Je suis infréquentable ? Une partie de la droite est infréquentable ? On est des fachos ? Mais il se prend pour qui Xavier Bertrand ? Il se croit où ?* ».

10 juillet. Dans le cadre du réaménagement de la gare routière afin d'en faire un parking Silo, la ville de Béziers a décidé d'abattre 34 tilleuls et de les replanter après les travaux. Aussi, une quinzaine de militants de mouvement du Groupe Nationales de Surveillance des Arbres (GNSA) sont venus protester contre cet abattage.

Nicole Bartoli, référente au GNSA Béziers, et Hadrien Ginouvez, défenseur du patrimoine biterrois ont expliqué « *qu'ils en avaient assez d'entendre dire que nous allons replanter des arbres. Replanter, ça prend du temps et ça coûte cher. Et en ce moment, avec l'abattage, on constate des problèmes de nidification des oiseaux. On n'est pas contre le fait de couper des arbres, mais là, c'est la facilité qui a été choisie. Il faut repenser les choses* » poursuit Nicole Bartoli. L'élu d'opposition Thierry Antoine remet, lui, carrément en cause l'intérêt d'un tel parking. « *Il y a déjà des parkings en ville qui ne sont jamais pleins. Et il faut absolument réduire la place de la voiture* » estime-t-il. De son côté, le journal La pieuvre du Midi rappelle que Robert Ménard (qui se targue d'être le vrai écolo) a décidé « *d'abattre 34 tilleuls qui avait été implanté en 1999 lors de l'installation de la gare routière. 14 arbres seront conservés et les arbres seront replantés après les travaux* ». Le journal signale quand même que « *le sauvetage des arbres de la Place David d'Angers avait été arraché in extrémis grâce à l'action de l'antenne locale du Groupe nationales de surveillance des arbres (GNSA) et de sa responsable Nicole Bartoli* ».

11 juillet. A l'image des groupes identitaires violents sur Montpellier, on a vu apparaître autour du centre universitaire et de la Médiathèque de Béziers, des autocollants, appelant à frapper des antifascistes à coup de battes de baseball. Orné d'une croix celtique, ces Stickers ne sont pas signés mais se disent anti-antifa (ce qui finalement revient à se réclamer du fascisme). Ils incitent aussi à faire la chasse aux antifascistes du St Pauli en référence à un club de supporters allemands ouvertement anti-raciste et anti-sexiste de Hambourg. Ils doivent se sentir à leur aise dans cette ville dirigée par un maire d'extrême droite. Heureusement, des militants antifascistes se sont occupés de les recouvrir ou de les taguer.

13 juillet. En Occitanie les glissements se poursuivent. Dans le village de Roquecourbe (Tarn), le maire de la ville, a rendu hommage au général Raoul Salan, né dans ce village. Une plaque commémorative a été apposée dans « l'allée du Général-de-Gaulle » pour ce criminel qui tenta de renverser la République par un putsch en 1961 et qui est devenu ensuite le chef de l'organisation terroriste l'OAS (Organisation armée secrète). « *Il y a désormais Béziers et Roquecourbe* », sourit le maire, Michel Petit, qui ne veut pas voir le général de son village être « *réduit qu'à ce putsch* ». Pour lui, il s'agit avant tout de « *reconnaître le courage d'un homme exceptionnel, un grand soldat qui servit la patrie durant quatre conflits. Reconnaître son courage, sa détermination, sa valeur militaire qui firent de lui le soldat le plus décoré de France, un homme qui aima les peuples qu'il découvrit et qui s'approprièrent leurs cultures* ». En fait Raoul Salan est responsable de massacres de civils et a eu recours à la terreur pendant la guerre d'Algérie. Drôle d'amour des peuples !

16 juillet. La fausse démocratie, version Robert Ménard se confirme. Hadj Mokadem, président du club de foot de la Devèze, l'Olympique Jeunesse Béziers (OJB), est victime de son engagement aux départementales de juin dernier. Il était remplaçant du binôme Florence Lacas-Hérail et Pierre Cros (divers gauche), battu par le candidat ménardien Denis Marsala-Marie Hirth. En effet, avant les élections, le conseiller municipal délégué aux associations sportives Marc Valette avait promis que l'OJB (hébergée dans une petite salle depuis 21 ans dans une bâtisse à la Devèze) serait relogé dans deux salles du stade de la Gayonne. Comme par hasard, après les élections, le président du club a été informé, que le club n'aurait pas ces salles.

Pourtant Hadj Mokadem n'était pas contre ce déménagement. La secrétaire de l'association sportive, présente le jour de la rencontre avec le conseiller municipal confirme d'ailleurs « *Marc Valette avait promis d'abord un bureau, puis de lui-même un deuxième se trouvant juste à côté. Il a ajouté que sa promesse était orale mais sûre, et que nous aurions les clefs au mois d'août. C'était pour compenser le fait que le club devait quitter les locaux de la Devèze car la mairie avait un autre projet... Il n'y avait aucune ambiguïté dans ses propos. Nous étions*

contents car au final, ce sont les enfants qui en profiteraient ».

16 juillet. Nous avons déjà alerté sur les nouvelles conventions passées entre la mairie et les associations où était inscrit l'obligation pour les associations bénéficiant de la subvention de participer aux activités de la ville (liant ainsi les associations aux activités de propagande du maire d'extrême droite). Nous apprenons maintenant que la préparation technique des rugbymen de l'ASBH se termine par un stage de 3 jours sur le plateau du Larzac avec une rencontre (au joie) avec la Légion étrangère. Décidément Robert Ménard, comme toute l'extrême droite, aime l'ordre. En effet, après la pub dans son journal de propagande pour le recrutement de légionnaires puis celle de leurs manœuvres près de Valras (avec photo du maire en treillis) il tente de « nouer » des liens solides entre la ville et cette garnison. Selon l'entraîneur Pierre Caillet, *« ce stage permettra d'apprendre à mieux se connaître. L'idée est d'essayer de souffrir ensemble, dans des conditions difficiles ».*

17 juillet. D'après les chiffres du ministère de l'Intérieur 114 000 personnes dont 18000 à Paris et 5000 à Montpellier, ont défilé dans plusieurs villes de France contre le « pass-sanitaire ». En tête du cortège parisien, où fleurissaient les drapeaux français, figuraient l'ex-numéro 2 du Front national Florian Philippot et Éric Richermoz, ex-FN lui, lançait les slogans depuis une camionnette « libertés, libertés, libertés ». Il y avait aussi, la députée ex-LREM Martine Wonner (exclue de son groupe après avoir appelé à envahir les permanences parlementaires), le chanteur Francis Lalanne ou encore l'ex « gilets jaunes » Jacline Mouraud. On pouvait lire sur certaines pancartes *« Les enfants ne sont pas des rats de laboratoire »*, ou des slogans comme *« Non l'ARN ne va pas modifier notre ADN ! »*. Avant la manifestation, Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la France, a tenu une conférence de presse devant le Conseil constitutionnel. Il a dénoncé lui aussi, « le coup d'Etat sanitaire ». Dans ces manifestations, on a encore vu des drapeaux royalistes, un groupuscule nationaliste les Zouaves ou encore des militants pro-Zemmour. Ces derniers distribuaient des tracts pour leur idole en expliquant que le vaccin Pfizer était *« une merde expérimentale qui va tous nous tuer »*. Et que *« ceux qui ont reçu les deux doses vont mourir dans moins de trois ans. »*. À Dijon, la police a fait usage de gaz lacrymogènes et la circulation des tramways a été brièvement interrompue. Des manifestants ont franchi les grilles de la préfecture de la Haute-Savoie. D'autres ont tenté le coup au sein de la préfecture de l'Ain.

Au-delà de la dénonciation ou non du « Pass sanitaire », de la vaccination obligatoire des soignants, et même de la revendication de refuser la vaccination, VISA se doit d'alerter les citoyens et notamment les syndicalistes sur des glissements insoutenables. Sachant que nos organisations syndicales ont, sur ces questions, des positionnements pluriels, nous devons montrer comment l'extrême droite manipule l'opinion autour de deux aspects : la référence récurrente au nazisme et leur tentative de récupération politique. (*Voir le texte attention danger de récupération, en fin d'infos)

17 juillet. En soirée, lors de l'inauguration des locaux des théâtres à Bayssan Robert Ménard a renouvelé sa proposition d'ériger une statue de 40 mètres de haut dédiée au colosse de Rhodes. Le président du Département, de l'Hérault, Kléber Mesquida, (PS), a jugé la proposition du maire de Béziers *« d'une hauteur de 15 étages incompatible dans ce lieu par son gigantisme »*. Cela n'a pas plu au maire de Béziers qui lui a répondu *« qu'il saurait en tenir compte lorsqu'il aurait à délivrer des autorisations aux projets du Département »*. Propos que le président du Département a qualifié dans une lettre ouverte *« de menaces, de chantage ou de mesures de rétorsion qui sont intolérables et indignes de votre fonction. »* avant de conclure *« si vous mettez en œuvre vos menaces, en refusant les autorisations administratives, sachez que le grand public en sera très largement informé. »*

19 juillet. Une information ne venant pas directement de l'extrême-droite mais présentant certaines convergences : Pierre Castoldi, ancien membre du cabinet du ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux (condamné pour racisme alors qu'il était ministre) a été nommé sous-préfet à Béziers. Maintenant c'est Hugues Boutouh qui est nommé préfet de l'Hérault. Il vient lui aussi du cabinet du président de l'époque, Nicolas Sarkozy en 2011. Il n'était revenu dans sa fonction de préfet qu'en 2019 mais après un passage au privé dans un cabinet d'avocats après la défaite de Sarkozy en 2012. Peut-être avait-il mal conseillé son ancien président condamné dans le procès Bygmalion pour fausses factures lors de cette campagne présidentielle qu'il a perdu en 2012 ? Toutefois, il déclare en guise d'arrivée dans l'Hérault « *Un préfet doit jouer un rôle de bulldozer pour imprimer sa marque. Je suis un fonctionnaire d'autorité, l'autorité de l'État est quelque chose avec laquelle on ne plaisante pas vraiment, il faut savoir se faire respecter.* ». On verra donc si sa « marque » penchera vers l'extrême versus Ménard ou à l'opposé dans le respect de la constitution française.

20 juillet. La ville de Béziers a reçu le label « Ville de cœur » créé par l'organisation extrémiste « SOS Chrétiens d'Orient ». Béziers est devenu ainsi la seule ville de France à avoir obtenu le trophée à 3 cœurs qui symbolise un soutien régulier à cette association dirigée, faut-il le rappeler, par le courant « catholique intégriste » de l'extrême droite française.

21 juillet. L'enquête « Projet Pegasus » menée par un collectif international de journalistes Forbidden Stories, dont font notamment partie *Le Monde* ou *Radio France*, a révélé que le logiciel espion Pegasus était utilisé à des fins politiques par onze États, afin d'espionner des opposants, des militants, des journalistes ou encore des juges. Via un communiqué, la Ville de Béziers a indiqué que « *ce logiciel espion pourrait avoir pris le contrôle* » du téléphone personnel et professionnel de Robert Ménard. Ce dernier a décidé de porter plainte contre X.

22 juillet. Le club de Rugby de Béziers (ASBH) s'est vu infliger une pénalité de trois points au classement et une amende de 20 000 euros par la DNACG (le gendarme financier). Le club a fait appel et Robert Ménard a décidé d'aller au procès pour le défendre, comme si c'était lui maintenant le président du club. Cette sanction est motivée par un « *non-respect des décisions de la DNACG s'agissant de l'application des garanties qui avaient été présentées par le club au début de la saison 2020-2021* ». Visiblement les comptes et dépenses publiques de ce club sont toujours opaques et on attend, depuis plus d'un an maintenant, le résultat de l'audit financier de l'ASBH.

22 juillet. Les professionnels de santé du centre de vaccination de Neuillé-Pont-Pierre (Indre et Loire) ont eu une très mauvaise surprise en voyant leur centre vandalisé. En effet, dans cette commune située au nord de Tours, des étoiles de David ont été peintes en noir sur trois panneaux indiquant le centre de vaccination et le barnum installé dans la caserne des pompiers, a été recouvert en plus de l'inscription "NON" avec une croix celtique dans le O. Ces tags sont certainement une référence à l'étoile jaune qu'ont arboré de nombreux manifestants le 17 juillet pour protester contre le pass sanitaire. Enfin il faut signaler aussi qu'un autre centre de vaccination à Saint-Paul-lès-Dax (Landes) a été lui tagué de croix gammées,

23 juillet. On apprend dans le journal *La pieuvre du midi* que les illuminations des animaux en plastique Made In China de la place Jean-Jaurès ont coûté à la ville (enfin aux contribuables) 365 000 euros auxquels s'ajoutent les 245 000 euros du son et lumière de la place de la Madeleine et les 132 000 euros pour le tapis de fleurs au-dessus des rues piétonnes. Pour info, 365 000 euros représentent un peu plus du budget restant pour le fonctionnement actuel de la Médiathèque André Malraux depuis que Robert Ménard est devenu président de

l'Agglo.

Mais il y a aussi un article à propos de la déclaration du maire de la ville qui annonce être « *pour la vaccination obligatoire* ». Cela a surpris ses partisans qui serait plutôt dans la tendance « antivax » voire complotistes de l'histoire. Ainsi le journal a reproduit quelques phrases des supporters du maire sur les réseaux sociaux « *Là, vous me décevez M. Ménard. Des fois, il vaut mieux ne rien dire que plutôt dire des conneries* », « *Ils nous manipulent depuis plus d'un an pour en arriver à nous voler nos libertés et vous, vous marchez là-dedans* », « *C'est comme cela que ça commence. Hiller s'est imposé petit à petit en endormant puis en imposant* ». « *Le Covid tombe les masques et nous savons désormais que vous êtes soumis* », « *Vous êtes un opposant en carton ! Pire, un collabo à la tyrannie qui s'installe depuis un an et demi* », « *Vous êtes comme tous les politicards aux ordres. Vous ne défendez plus les intérêts des français mais votre carrière* ». Devant ce flot de critiques, Robert Ménard a essayé de se justifier en détournant le problème et en dénonçant certains leaders de la droite qui n'avaient pas pris de position sur cette question. En fait, il est très mal à l'aise sur ce terrain car Robert Ménard n'a pas envie d'annuler toutes les festivités prévues pour l'été et notamment « sa mini-féria ».

24 juillet. Nouvelles manifestations dans toute la France contre le Pass sanitaire. Selon le ministère de l'Intérieur, les manifestants étaient encore plus nombreux que le 17 juillet. 168 rassemblements ou manifestations ont été comptabilisés rassemblant 161 000 personnes. Plus de 5 000 à Montpellier, 2 000 personnes à Toulouse et à Perpignan. Aux cris de « *Liberté* » et « *À bas la dictature sanitaire.* ». On a remarqué qu'il y avait dans ces cortèges moins de référence à la deuxième guerre mondiale et quelques personnes ont manifesté pour dire qu'ils étaient vaccinés mais qu'ils refusaient l'obligation du Pass sanitaire. Cela dit, l'extrême droite est toujours présente. À Paris, il y avait trois cortèges distincts et des incidents ont eu lieu quand des individus ont tenté d'accéder aux Champs Élysées (*Voir le texte attention danger de récupération, en fin d'infos).

28 juillet. Le personnel de la maison de santé de Rodez (Aveyron) a découvert des croix gammées targuées sur les murs de la structure. Un acte, probablement en lien avec la campagne anti-vax de certains manifestants...

29 juillet. En réponse aux 17 affiches lancées par la Fondation Brigitte Bardot contre la tauromachie et la souffrance animale, la ville de Béziers a inondé la ville d'affiches dénonçant publiquement l'ancienne actrice via les différents panneaux de la ville. On y voit la comédienne, jeune en 1962, avec dans le fond le torero espagnol Luis Miguel Dominguin et ce commentaire machiste « *Ils se sont tant aimées... Avec les matadors, Brigitte n'a pas toujours dit non* » sous entendant qu'elle aurait eu une aventure avec lui. Brigitte Bardot scandalisée a annoncé sa volonté de porter plainte. Aussitôt le maire de Béziers a twitté « *Brigitte, tu le sais, on t'aime quand même* ». Il a décidé également de retirer ses affiches en expliquant « *Devant le peu d'humour des dirigeants de la Fondation Brigitte Bardot, nous avons décidé de retirer notre affiche* ». Le maire de Béziers n'aime pas salir son image y compris devant les tribunaux. Avec beaucoup d'humour Brigitte Bardot a répondu à la propagande ménardienne par ces mots « *Si j'étais sortie avec un matador, cela ne se serait pas passé comme cela et je serais revenue avec ses oreilles et sa queue* »

31 juillet. Il y a eu encore plus de monde dans les manifestations contre le pass sanitaire ce samedi. Le ministère de l'Intérieur a recensé 204 090 manifestants (au moins 300 000 selon les manifestants) dans 184 villes. À Paris, ils étaient 14 250 selon la police, aux cris de « *Macron, Vèran, Castex tuent nos libertés* ». Dans le principal cortège qui s'est terminé place de la Bastille, il y a eu quelques incidents. Un autre cortège, à l'appel de l'ex n°2 du FN et président des Patriotes Florian Philippot, est parti de la gare Montparnasse. Les manifestants ont défilé

au milieu d'une marée de drapeaux tricolores, la plupart sans masques. Deux journalistes de l'AFP ont été la cible de crachats et d'injures, conduisant à interrompre la couverture de ce rassemblement. À Rennes, la manifestation a attiré 2 900 personnes. Quelques pancartes du style « Je suis le juif de Macron », « *Vaccinez-moi contre le fascisme et le capitalisme* » ou « *Médias menteurs ! On veut la vérité* ». À Nantes, les manifestations ont rassemblé près de 4 000 personnes selon la préfecture. À Marseille, une foule très hétéroclite de 5 000 personnes environ s'est rassemblée, brandissant le drapeau communiste, celui de la France insoumise (LFI) ou encore le tricolore avec croix de Lorraine, dans un défilé également émaillé de heurts avec les policiers. À Lille, plus de 2 000 personnes, dont nombre de "gilets jaunes", ont défilé dans le centre. À Strasbourg, 3 200 personnes, avec la présence de la députée ex-LREM Martine Wonner. À Lyon, les manifestants étaient plus de 1 200 et huit personnes ont été interpellées selon la préfecture. À Bordeaux, 5 500 personnes se sont mobilisées. À Marseille 5 000 au minimum. À Nîmes si certains expliquaient qu'ils ne voulaient pas être assimilés à des « antivax », d'autres pancartes disaient autre chose : « *Jamais dans mon corps ne rentrera le liquide de la dictature* », ou encore « *Ni chiens, ni rats de labo* ». À Toulon (Var), ils étaient environ 13 000. Des drapeaux Bleu-blanc-rouge dont certains avec la croix de Lorraine. D'autres scandaient « On n'est pas vacciné ». Une banderole du comité de salut public « *Sauvons le peuple, sauvons la France* ». Des pancartes « *Non au pass nazitaire, non aux camps* », « *Covid.. = Complot Organisé Visant à Instaurer une Dictature* ». « *Macron on ne veut pas de ton 4ème Reich. On n'est pas des rats de laboratoire* ». « *Non au Pass made in China* », « *Médias collabos* ». « *Test bidons* », « *Vaccination pour les jeunes = assassinat* », « *Non à la pensée unique* » ou encore Macron grimé en Hitler. Avec ce message « *Obéis. Fais-toi vacciner* ».

Dans notre département, il y avait 300 à 400 personnes à Béziers contre l'extension du pass sanitaire. Le cortège a entonné la Marseillaise en s'arrêtant devant l'Hôtel de Ville de Béziers avant de repartir devant la Préfecture. Mais c'est surtout à Montpellier où les manifestants étaient en grand nombre. En effet, environ 10 000 personnes (8 500 personnes selon la préfecture) ont défilé dans les rues de la ville où certains criaient « *Non au pass "nazitaire"* ». Des vaccinés s'insurgeaient quand même contre cette « chasse aux sorcières ». Dans une rue, un pharmacien qui réalisait des tests de dépistage au Covid-19 a été pris à partie et traité d'« *assassin* » et de « *collabo* » puis de « *moutons* », « *réveillez-vous* » aussi par des manifestants très remontés. Certains d'entre eux ont essayé de raisonner les excités sans succès. On a entendu des gens dire « *Vous avez du sang sur les mains* », pendant qu'un autre commençait à arracher un bout de toile. Résignés, les pharmaciens ont décidé de finir de démonter le centre de dépistage. À noter que selon un sondage, 4 Français sur 10 déclarent soutenir les manifestations contre le pass sanitaire.

***Attention danger de récupération. Les deux aspects qui nous inquiètent.**

1) Tout d'abord, il y a la référence récurrente à la deuxième guerre mondiale et au nazisme. En effet, comparer cette obligation à une discrimination raciale, à une dictature terrifiante avec des arrestations massives, des tortures systématiques, des meurtres de masse et des camps d'extermination est insupportable pour nous. Associer les expériences médicales horribles sous le régime nazi avec les essais cliniques actuels menés pour la recherche biomédicale est odieux. C'est en fin de compte minimiser (et de très loin) le génocide des juifs et des Roms en le mettant au même niveau. C'est finalement nier, à la manière de tous les négationnistes de ces dernières années (Faurisson, Notin, Dieudonné ou Soral), la spécificité même de ce crime de masse. Cela dit, cette comparaison n'est pas nouvelle. Ainsi, on a déjà entendu le chanteur Francis Lalanne dire « *Il y a un programme nazi pour justifier l'eugénisme et la dépopulation mondiale* » ou l'humoriste Jean-Marie Bigard affirmer « *Ils nous colleront une étoile jaune* ». Au cœur de ce parallèle odieux, il y a un collectif ReinfoCovid et ses vidéos sur une chaîne youtube. L'animateur, Hayssam Hoballah, présente cette dynamique comme une

lutte contre « *l'élite mondialiste* » (euphémisme utilisé par l'extrême droite pour désigner « le complot Juif »). Dès l'automne 2020, il se met à organiser des conférences avec Chloé Frammery, professeure de mathématique suisse et proche des catholiques traditionalistes et de la mouvance américaine QAnon mais aussi d'Alain Soral et de Dieudonné. Autre invité de Hayssam Hoballah, Etienne Chouard, ce professeur de lycée technique qui est revenu sur le devant de la scène lorsque le mouvement des gilets jaunes a repris ses idées autour du référendum d'initiative citoyenne (RIC). Il expliquait en 2019, sur le plateau du Média, « n'avoir aucune certitude sur l'existence des chambres à gaz ». On a pu voir aussi Valérie Bugault, ancienne avocate fiscaliste, ancienne coordinatrice de l'Union populaire républicaine (UPR) et membre de l'association BonSens, aux côtés de Martine Wonner, Xavier Azalbert (directeur de France Soir), et d'Alexandra Henrion-Caude... En 2019, elle participe à la Fête de Civitas et à des rassemblements royalistes. Il y a encore Alexandra Henrion-Caude, généticienne, ancienne directrice de recherche Inserm et militante active du mouvement Manif pour tous. Elle passe aussi sur la chaîne d'extrême droite TVLiberté (lancé en 2014 entre autres par Jean-Yves Le Gallou, ancien du FN). Un autre invité très prisé revient sur les vidéos de ReinfoCovid. Il s'agit du médecin réanimateur Louis Fouché qui le 29 avril dernier à Nîmes, devant plusieurs centaines de personnes rassemblées contre « la dictature sanitaire » lance un clin d'œil à la tribune des généraux factieux parue une semaine plus tôt dans Valeurs Actuelles. Il finira en effet son intervention en demandant au public d'ovationner la police. Deux jours plus tard, le 1er mai 2021, Louis Fouché inaugure une nouvelle série de vidéos en invitant Marc Gabriel Draghi. Ce juriste a publié en 2019 un livre *Le Règne des Marchands du Temple* dans lequel il explique tranquillement comment « *l'argent, de l'Antiquité à ce jour, a supplanté progressivement Dieu et modifié l'éthique des hommes pour transformer en profondeur les nations du monde entier.[...] pour permettre aux grandes familles capitalistes d'exercer leur influence sur les empires, les royaumes, les États et les nations et qui sont en passe d'imposer leur projet messianique, à savoir l'établissement, de gré ou de force, d'un gouvernement mondial dont Jérusalem serait la capitale.* ». Rien d'étonnant car ce même Louis Fouché a expliqué que le SS « *Eichmann était juste un pauvre type. Il n'était pas particulièrement méchant. Il voulait juste que les trains arrivent à l'heure. Il ne voulait pas savoir où les trains allaient...* ». En revanche, pour lui, il y a « *aujourd'hui, des SS dans les rues qui vous disent mets ton masque !* » et que nous sommes « *l'objet d'une expérimentation à grande échelle comme l'ont fait les médecins nazis...* »

Tout cela, sans parler de l'antisémite Alain Soral. Il avait déclaré dès le début que « *Derrière la pandémie, il y avait les juifs* » et illustré son propos avec les photos de Jérôme Salomon, Agnès Buzyn, et son mari Yves Levy avec ce titre « *Couillonavirus. La communauté organisée qui tient la France* ».

2) L'autre aspect qui nous inquiète et d'assister à la présence (comme au début des manifestations des gilets jaunes) de l'extrême droite française. Ils défilent maintenant en tête et tentent de récupérer le mouvement ou de se refaire une santé politique. Évidemment, tous les manifestants anti-Pass sanitaire ne sont pas des gens d'extrême droite, loin de là (et heureusement). Cela dit, on ne les chasse plus de ces cortèges, on défile avec eux au nom d'une unité commune. Il y a là, une dérive évidente, une inversion des valeurs (entraînant évidemment une confusion totale). En effet, c'est justement ceux qui poussent à la haine, qui pousse à une société ultra répressive et anti-démocratique (l'extrême droite) qui défilent en se parant de la démocratie et de la lutte contre la dictature... Leurs mots d'ordre « Liberté ! » cache leur vision totalitaire de la société et du monde qu'ils veulent construire. Du coup, la donne est ici complètement inversée. D'ailleurs, certains de ses défenseurs de « Liberté », n'hésitent pas à faire des menaces de mort contre des députés ou à attaquer carrément des centres de vaccination contre le Covid, voire comme à Neuillé-Pont-Pierre (Indre et Loire) à vandaliser les panneaux d'un centre par des étoiles de David et à signer l'acte d'une croix celtique... Cela dit, le RN semble à l'affût. Sans vouloir s'investir totalement dans le mouvement de contestation Marine Le Pen juge elle aussi, les mesures du

gouvernement Macron liberticides. Même son de cloche du côté de Marion Maréchal. Elle explique qu'il s'agit d'un « *véritable changement de société, où la norme n'est plus la liberté mais la contrainte, où la solidarité nationale s'efface au profit d'une société de défiance et de contrôle, où la culpabilisation et la délation sont devenues la norme dans les rapports sociaux...* ». Des propos que l'on peut attribuer à toute l'histoire de l'extrême droite dès qu'elle a pris le pouvoir. Alors, ne tombons pas dans ce piège !!